

REPUBLIQUE FRANCAISE  
COMMUNE DE FOURBANNE

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

vendredi 15 février 2019

Présents : Marie-Christine GRENET, Fabrice JOURNOT, Laëtitia JOURNOT, Isabelle MONTENOISE, Gérard MOUGEY, Alain MICHELOT , David BRANGET, Rodolphe MULIN, Stéphane BESNARD , Marlène BALLAND.

Absents excusés : Nadine VERNEREY

Secrétaire: Stéphane BESNARD

La séance commence à 20h30.

**1. AMENAGEMENT PLACE DE L'ABRI MEMOIRE**

Suite à la visite du géomètre Cabinet COQUARD , le conseil municipal souhaite se porter acquéreur de la parcelle AB93 appartenant au Syndicat des eaux FOURBANNE-BLEFOND.

Il serait intéressant aussi pour le projet de réaliser un échange de terrain de la parcelle AB92 avec une partie de la parcelle communale AB102 en équivalence de superficie.

**2. CONTRAT DE TERRITOIRE AVEC LE DEPARTEMENT DU DOUBS 2018-2021 P@C (Porter une Action Concertée).**

Dans le cadre de son projet stratégique C@P 25 (Construire, aménager, préserver), le Département du Doubs a décidé de faire évoluer les modalités de son soutien financier en faveur des projets locaux.

Cette évolution est guidée par les principes de :

- subsidiarité : le Département intervient là où c'est nécessaire et pour apporter une plus-value,
- différenciation : en tenant compte des caractéristiques locales, l'intervention du Département diffère d'un territoire à l'autre afin de corriger les disparités et les inégalités, et pour renforcer les solidarités.

Concrètement, le Département propose la signature, avec le bloc communal (communes et EPCI), d'un contrat intitulé P@C (Porter une action concertée) qui couvrira le territoire du Doubs Baumoisi, pour une durée de 4 ans (2018-2021).

Visant à faciliter l'articulation des politiques départementales avec les stratégies et les priorités locales exprimées dans les projets de territoire, ceci dans un souci de cohérence, d'efficacité et de lisibilité de l'action publique, ce contrat est construit autour de 4 axes complémentaires :

- 1<sup>er</sup> axe : expression des interventions et/ou des priorités du Département sur le territoire, dans une logique de convergence des politiques publiques,
- 2<sup>ème</sup> axe : accompagnement à l'émergence et à la mise en œuvre opérationnelle des projets locaux,

- 3<sup>ème</sup> axe : soutien financier à la mise en œuvre des projets locaux,
- 4<sup>ème</sup> axe : intégration de « branches » thématiques (sport, culture, jeunesse, ...).

Pour le 3<sup>ème</sup> axe (soutien aux projets locaux), l'intervention du Département se fera par la mobilisation d'une enveloppe financière spécifique à chaque territoire.

Ainsi, pour le territoire du Doubs Baumois, le montant de l'enveloppe financière dédiée par le Département est de 1 900 000 € (soit 27,50 €/habitat/an).

La mobilisation de cette enveloppe se fera selon 2 volets :

- volet A : soutien aux projets s'inscrivant dans un projet de territoire et répondant aux priorités du Département,
- volet B : soutien aux projets d'intérêt local.

Au regard du projet du territoire du Doubs Baumois (enjeux, axes stratégiques, priorités, ...) et des projets recensés d'ici 2021, la répartition de l'enveloppe dédiée à l'axe 3 du contrat P@C a été arrêtée comme suit :

- pour les projets relevant du volet A : 75 % de l'enveloppe (soit 1 425 000 €),
- pour les projets relevant du volet B : 25 % de l'enveloppe (soit 475 000 €).

Une clause de revoyure est prévue à la fin de l'année 2019 afin de faire le point sur le niveau de mobilisation de l'enveloppe dédiée par le Département à chaque territoire, ce qui permettra, si nécessaire, de procéder à un éventuel ajustement de l'engagement du Département pour répondre aux besoins identifiés.

L'animation du contrat P@C et la prise des décisions nécessaires à sa mise en œuvre relèveront des prérogatives d'une instance de concertation.

Les représentants du bloc communal (communes et EPCI) au sein de l'instance de concertation s'exprimeront au nom de l'ensemble du territoire, pour la mise en œuvre d'un projet de territoire partagé avec le Département.

Le contrat P@C du territoire du Doubs Baumois a été élaboré par le Département et par les représentants du bloc communal (communes et EPCI), à partir d'un diagnostic commun et d'une vision partagée des enjeux de développement du territoire concerné.

### Délibération

Sur proposition de Madame le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- prend acte des nouvelles modalités de partenariat du Département du Doubs avec les territoires,
- approuve le contrat P@C 2018-2021 proposé par le Département du Doubs pour le territoire du Doubs Baumois,
- autorise Madame le Maire à signer ce contrat.

### **Vote:**

Contre: 0

Abstention:0

Pour: 10

### 3. ADHESION AU REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES (RGPD) DE L'ADAT : Proposition d'adhésion groupée pour la CCDB et ses communes membres

Vu le Règlement Général sur la Protection des Données (UE 2016/679) du 27 avril 2016, donnant obligation aux collectivités de nommer un Délégué à la Protection des Données, et de respecter ledit règlement,

Vu les statuts de l'AD@T, tels qu'adoptés lors de l'Assemblée générale constitutive du 12 octobre 2016 et modifiés le 9 décembre 2017,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'AD@T en date du 13 mars 2018 portant sur la mise en place d'une prestation de Délégué à la Protection des Données par l'AD@T, destinée à ses collectivités adhérentes, au titre de ses missions optionnelles,

#### **Exposé :**

M./Mme..... fait part au conseil ..... de la proposition de l'AD@T de fournir une prestation de Délégué à la Protection des Données, destinée à ses collectivités adhérentes, au titre de ses missions optionnelles,

Cette prestation permettra à la collectivité de nommer l'ADAT en tant que personne morale pour être Délégué à la Protection des Données et de se mettre en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Les missions du Délégué à la Protection des Données consistent à :

- Accompagner la collectivité dans l'inventaire des traitements de données à caractère personnel
  - Recenser tous les traitements utilisant des données à caractère personnel
  - Vérifier la licéité, la conformité des traitements concernés
  - Remplir le registre des traitements en respectant le formalisme nécessaire
  - Apporter des recommandations de mise en conformité sur les traitements recensés
  
- Auditer la sécurité de la collectivité
  - Réalisation de l'audit de Sécurité
  - Faire des préconisations pour améliorer le niveau de sécurité
  
- Sensibiliser les élus et les agents sur les multiples principes du RGPD et ses obligations
  - Le RGPD : définition et obligations
  - La sécurité appliquée aux Données personnelles
  - L'utilisation au quotidien des données personnelles
  - Les droits des usagers
  - Obtenir le consentement des usagers
  - Les incidents : comment les gérer
  - Se préparer à un contrôle de la CNIL
  
- Etre le référent dans la collectivité pour toutes les questions de l' élu et des agents relatives à la gestion des données à caractère personnel
  - Mise en place de nouveaux traitements
  - Licéité et conformité des traitements
  - Assister l' élu dans les études d'impact sur la vie privée (EIVP ou PIA) préalables à la mise en œuvre des traitements susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées (Art35)

- Accompagner la collectivité dans les réponses à donner à une personne faisant une demande de droits (accès, modification, suppression, portabilité) relative à ses données personnelles gérées par la collectivité
  - Accompagner la collectivité dans les actions à mener lors d'une violation de données à caractère personnel
- Contrôler régulièrement le respect au RGPD et au droit national en matière de protection des données
  - Documenter
    - Les preuves de conformité
    - Les actions de sensibilisation à destination des élus et des agents
    - Les actions menées sur les traitements
    - Les actions menées sur les données suite à une demande de personnes concernées
  - Etre le référent de la collectivité devant la CNIL en cas de questionnement ou de contrôle

Cette prestation est de nature intellectuelle et n'a pas pour but la préconisation de produits logiciels ou matériels.

Elle se décomposera en 2 phases :

- La phase de mise en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données, avec toutes les missions énumérées plus haut,
- La phase de suivi qui permettra de maintenir cette conformité en réalisant des audits, et de nouvelles actions de sensibilisation.

### **Délibération**

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré :

- DECIDE d'adhérer à la prestation de l'AD@T de mise à disposition d'un Délégué à la Protection des Données mutualisé
- DESIGNE L'AD@T comme personne morale pour être son Délégué à la Protection des Données
- AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à prendre toutes les décisions et à signer tous les documents concrétisant cette décision, notamment la convention avec l'AD@T et les conditions tarifaires.

### **Vote:**

Contre: 0                      Abstention:0                      Pour: 10

### **4. ONF**

Monsieur SCHAAL de l'ONF propose un plan de gestion pour l'année 2019.

A savoir une coupe de sapin sur les parcelles 5,6 et 7. cette coupe vise à récolter les arbres de moindre qualité au profit des plus beaux, soit le retrait d'environ une tige sur cinq.

Le volume supposé récoltable est d'environ 50 m3 d'une valeur estimative de l'ordre de 1500€.

Le conseil municipal refuse la proposition de cette coupe de bois en raison du projet d'extension avec la mise en place de la carte communale.

## 5. DIVERS

### ➤ Antenne 4G FOURBANNE

Il y a eu un retour négatif de la société ITAS concernant l'implantation du pylône TDF à Fourbanne en raison du rejet du terrain par l'ingénierie radio.

### ➤ Elections Européennes

Les élections Européennes auront lieu le dimanche 26 mai 2019.

La séance est levée à 22h00.

Le MAIRE de FOURBANNE  
Laëtitia JOURNOT